



Independent observer
of the Global Fund

AUDIT DU MÉCANISME DE RÉPONSE COVID-19 2021

Contexte

En 2020, en réponse à la pandémie de COVID-19, le Fonds mondial a développé une nouvelle modalité de financement, le mécanisme de réponse COVID-19 (C19RM) avec pour objectifs de financer des interventions au niveau des pays qui se concentrent sur :

1. Interventions de contrôle et d'endiguement du COVID-19 (par exemple, équipement de protection individuelle (EPI), diagnostic, traitement et communication – conformément aux directives de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)).
2. Mesures d'atténuation des risques liés au COVID-19 pour les programmes de lutte contre les trois maladies (VIH, tuberculose et paludisme).
3. Renforcement accru des aspects clés des systèmes de santé, tels que les réseaux de laboratoires, les chaînes d'approvisionnement et les systèmes communautaires.

Pour atteindre ces objectifs, de nombreuses activités et interventions différentes ont été financées. Dans l'ensemble, le mécanisme s'est concentré sur le financement des produits clé au niveau national, en s'appuyant fortement sur les mécanismes d'approvisionnement existants du Fonds mondial.

Le succès de cette version 1.0 de C19RM a conduit à son extension en 2021 à la version 2.0. Bien qu'ils aient été créés avec le même objectif global – soutenir les pays dans leur lutte contre le COVID-19 et préserver les acquis en matière de VIH/SIDA, de tuberculose et de paludisme – il existe des différences essentielles de nature et de contexte entre le C19RM 1.0 et le C19RM 2.0.

C19RM 1.0 a été conçu et déployé immédiatement après l'annonce de la pandémie. Il tenait compte de l'expérience passée du Fonds mondial et des directives existantes en matière de financement d'urgence,

et était adapté à la vitesse de réaction, mettant clairement l'accent sur une réponse rapide. En comparaison, C19RM 2.0 représentait un investissement beaucoup plus important, avec une période de mise en œuvre plus longue. Il a été conçu en partie grâce aux leçons tirées de son prédécesseur.

Étant donné que les investissements du C19RM 2.0 étaient quatre fois plus importants que ceux du C19RM 1.0, le Conseil d'Administration (CA) a souligné la nécessité de trouver un équilibre entre rapidité et robustesse, selon le niveau d'investissement, de risque et d'ambition.

Les principaux changements étaient les suivants :

- Une plus longue fenêtre d'approbation des requêtes de financement, la mise en œuvre devant être achevée à la fin du mois de décembre 2023.
- L'établissement d'un modèle d'allocation plus complet (incluant des considérations d'ajustement qualitatif).
- Un processus d'examen à plusieurs niveaux pour répondre aux besoins urgents en produits de santé COVID-19 (Fast Track) et aux demandes plus complètes d'interventions supplémentaires (financement complet et financement supplémentaire).
- Création de davantage de processus et de mécanismes de soutien pour accroître l'engagement des ICN (instances de coordination nationales), des OSC (organisations de la société civile) et des populations clés, pour exiger l'engagement du coordinateur national de la réponse au COVID-19, et pour aligner les plans stratégiques nationaux de préparation et de réponse au COVID-19.
- Un processus de révision technique supplémentaire avec des partenaires clés (connu sous le nom de GAC-CTAG).

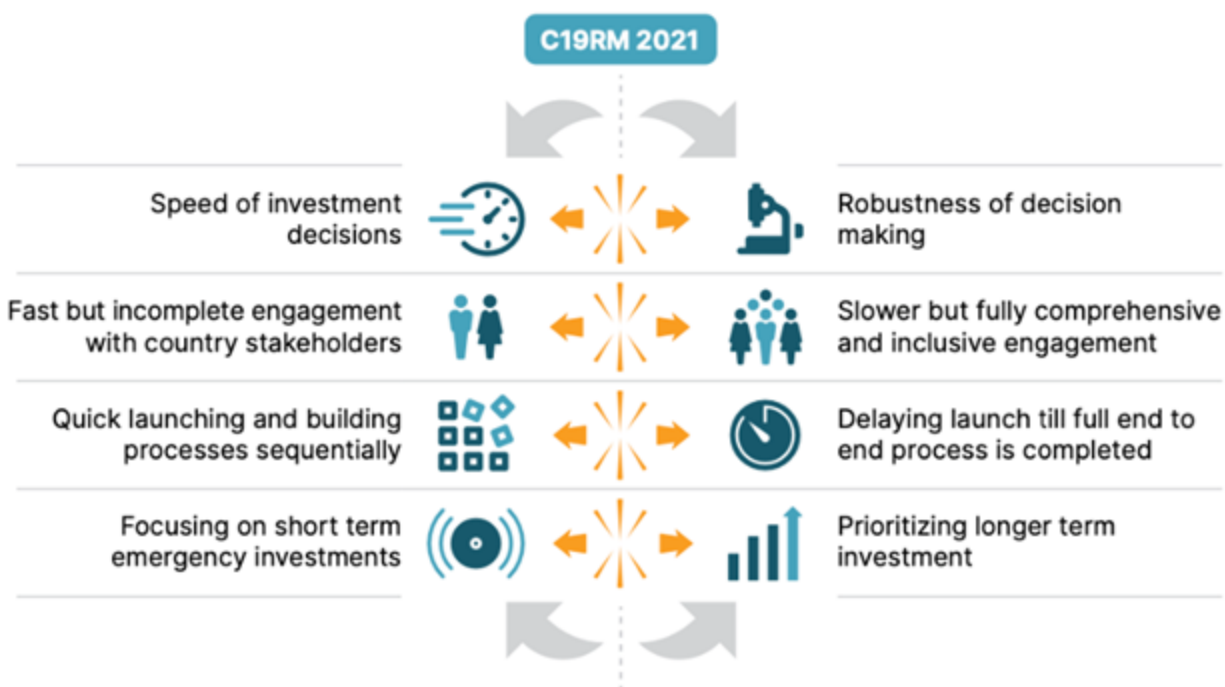
Le rapport d'audit du Bureau de l'Inspection Générale (OIG) GF-OIG-21-008 publié le 15 avril peut être téléchargé [ici](#).

Considérations clés ayant un impact sur C19RM 2.0

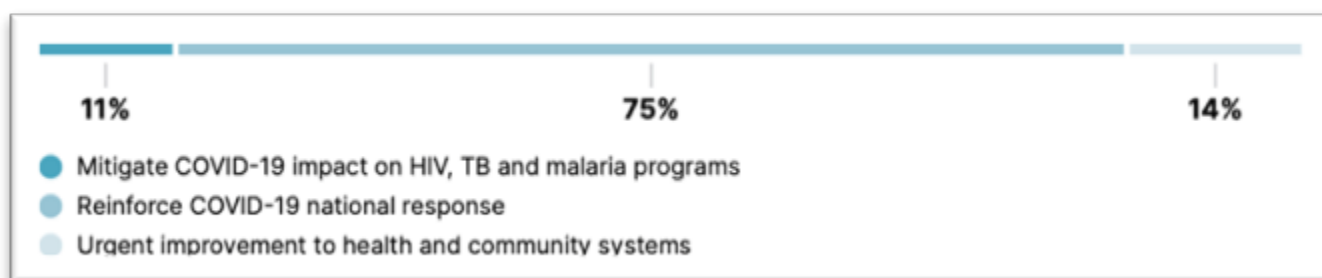
C19RM 2.0 a été conçu en tenant compte d'un certain nombre de tensions inhérentes à la manière dont il serait mis en œuvre et dont il serait contrôlé.

Les décisions de conception ont souvent été prises sous pression et avec des informations incomplètes. Pour répondre aux besoins urgents des pays, le Fonds mondial a dû trouver un équilibre entre les considérations de rapidité, de robustesse, d'équité et d'inclusion dans ses décisions d'investissement. Il n'existe pas d'équilibre "correct" absolu entre ces considérations.

Voici quelques exemples fournis par le BIG de compromis nécessaires pour déployer des ressources importantes à un rythme soutenu :



Un montant total de 3,54 milliards de dollars a été mis à disposition pour C19RM 2021. Sur ce montant, le comité d'investissement (CI) a approuvé des montants totalisant 3,194 milliards de dollars, répartis comme suit entre les objectifs clés :



Sur les montants approuvés, 2,12 milliards de dollars ont été dépensés en produits de santé. Les catégories de coûts de santé les plus importantes étaient les suivantes : coûts liés à l'oxygène (24%), EPI (23%) et produits de diagnostic (21%).

Objectifs, portée et notation de l'audit

Cet audit a permis d'évaluer l'adéquation du soutien apporté par C19RM aux pays grâce au financement de C19RM approuvé par le CA du Fonds mondial. L'audit a évalué :

1. La conception et l'efficacité du processus d'approbation de la C19RM 2021 et des rapports connexes au Conseil du Fonds mondial ; cela inclut la gouvernance, les processus, les systèmes, les outils et les personnes en place pour garantir que les demandes de financement sont traitées de manière robuste, que les fonds sont mis à disposition au niveau national et que le CA du Fonds mondial est continuellement informé des progrès.

2. La conception, et si possible la mise en œuvre, de mécanismes de suivi et de contrôle pour garantir une utilisation efficace et adéquate des fonds supplémentaires au niveau national.
3. L'utilisation en temps opportun des fonds de la C19RM 2020 mis à disposition au niveau national, dans la mesure du possible ; cela inclut l'identification des défis et des causes profondes empêchant l'utilisation efficace de ces fonds.

L'audit s'est concentré sur la conception et l'efficacité des composantes qui soutiennent la phase de mise en œuvre tournée vers l'avenir. Dans la mesure du possible, l'audit a évalué l'utilisation des fonds de la C19RM 2020 et les défis à relever dans les pays en s'appuyant sur les audits nationaux du BIG.

La portée de l'audit excluait les processus suivants :

1. Méthode d'allocation C19RM 2021, à l'exception des ajustements qualitatifs effectués dans le cadre de l'examen et de l'approbation de la demande de financement.
2. L'enregistrement de passifs éventuels.
3. Les processus nationaux des chaînes d'approvisionnement relatifs aux investissements de C19RM.

Il n'a pas été possible pour le BIG d'examiner pleinement la mise en œuvre et l'utilisation de C19RM 2021, ou l'efficacité du cadre de suivi et de surveillance (S&S) dont la mise en œuvre n'était pas terminée au moment de l'audit.

Les processus de demande et d'approbation des subventions du CR19RM ont été examinés dans dix pays : Afrique du Sud, Guinée, Inde, Kenya, Malawi, Mozambique, Nigeria, Philippines, Tanzanie et Ukraine.

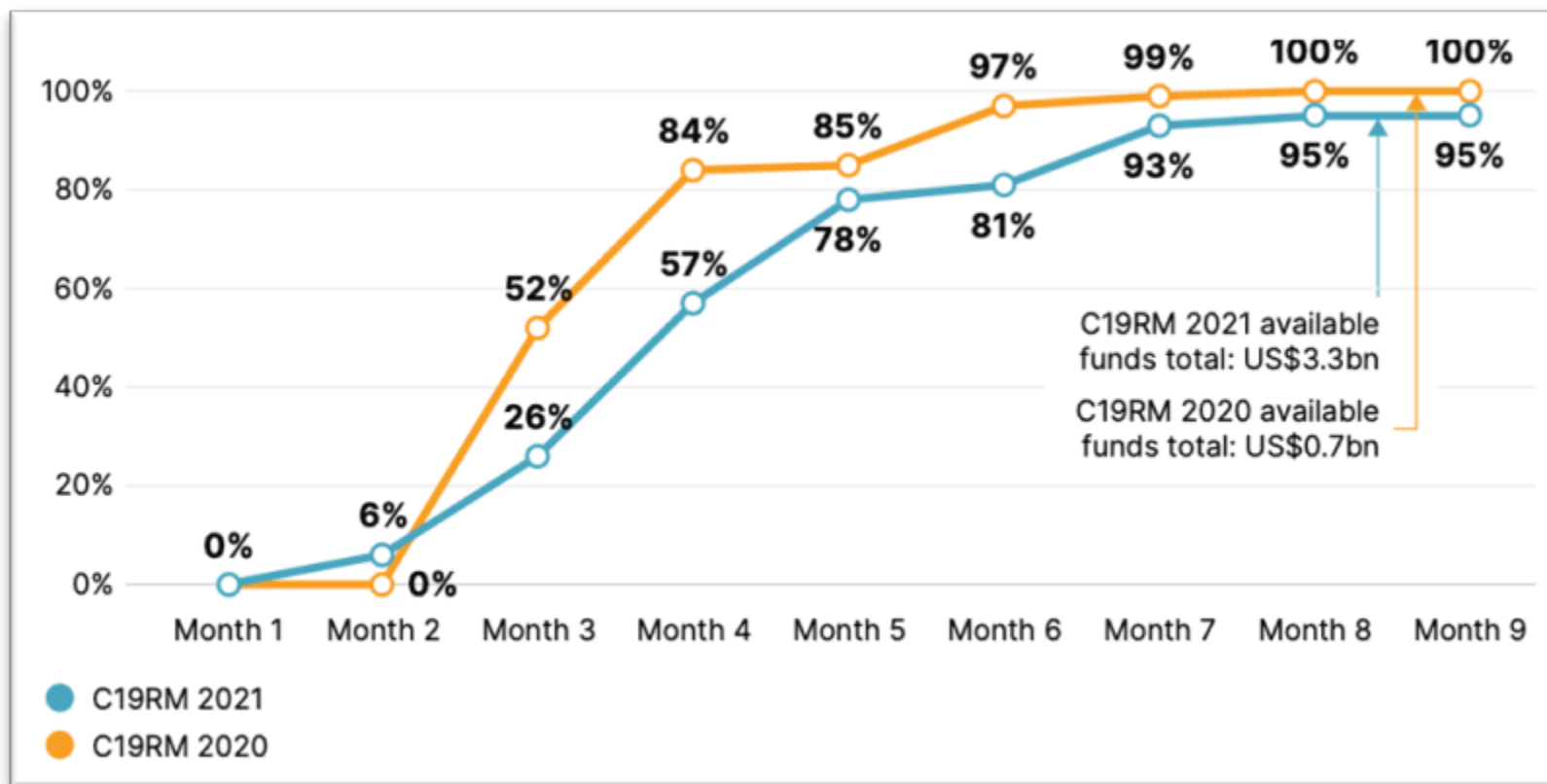
Les notes d'audit des objectifs étaient les suivantes :

Objective	Rating
1. The design and effectiveness of C19RM 2021 approval process and related reporting to the Global Fund Board	Partially Effective
2. The design, and where possible implementation, of monitoring and oversight mechanisms	Partially Effective
3. The timely utilization of C19RM 2020 funds made available at country level, where possible	Needs significant improvement

Principales réalisations et bonnes pratiques

1. C19RM 2.0 a maintenu un rythme rapide d'approbation des demandes : Trois mois après son lancement, il avait attribué plus de fonds que l'ensemble de l'allocation 2020. Les taux d'approbation de C19RM 1.0 et 2.0 étaient similaires, ce qui constitue une réussite importante étant donné que C19RM 2.0 a dû traiter et approuver quatre fois plus de demandes de financement que C19RM 1.0 – voir le graphique suivant :

Taux d'attribution de C19RM 1.0 par rapport à C19RM 2.0 (en décembre 2021)



2. Amélioration de l'inclusivité : Le Secrétariat du Fonds mondial a déployé des efforts considérables pour renforcer l'inclusivité du processus du C19RM 2.0 en : (i) augmentant les budgets des Instances de coordination nationale (CCM) en 2021 pour soutenir un meilleur engagement des organisations de la société civile (OSC) et des populations clés et vulnérables (PCV) ; (ii) améliorant les formulaires et les directives et de candidature, y compris les listes obligatoires de priorités communautaires dans les demandes de financement (DDF) ; et (iii) augmentant les financements d'un Fonds d'investissement limité, géré au niveau central, utilisés pour renforcer l'engagement des OSC et des PCV.
3. Cadre S&S bien conçu : On constate une nette évolution positive en 2021 par rapport à 2020. Pour le C19RM 2.0, le Secrétariat a élaboré un cadre général pour le suivi et de surveillance afin de répondre aux exigences du Conseil et de soutenir la prise de décision interne. Ses principaux piliers sont la matrice de risques et de contrôle, un cadre de suivi et d'évaluation, et l'assurance par l'agent local du fonds (LFA). Le Secrétariat a également déployé des efforts considérables pour développer des processus de données qui alimentent le cadre. Celui-ci va au-delà de ce qui était en place pour les subventions maladies et vise à renforcer la surveillance de l'ensemble du portefeuille.

Les principes difficultés

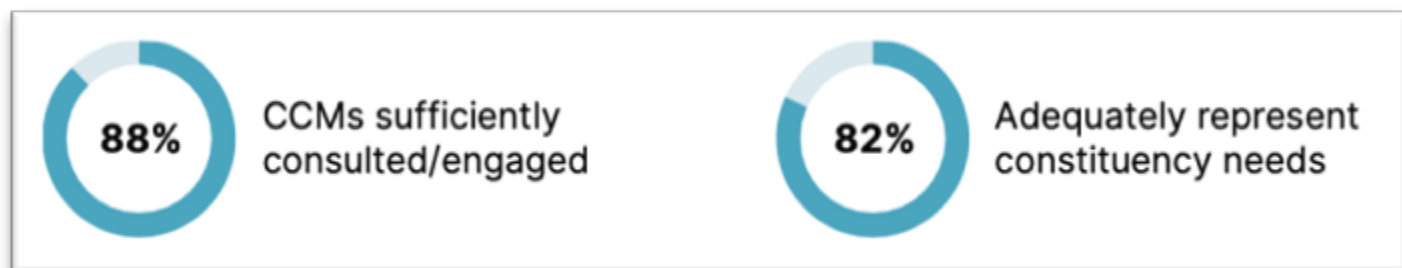
1. Une mise en œuvre rapide a mis en évidence les difficultés liées aux processus d'examen externe : Conformément à une décision du conseil d'administration, un examen externe par le comité d'approbation des subventions (GAC) et les partenaires du groupe consultatif technique (CTAG) de COVID-19 a été mis en place pour le C19RM 2.0, et a satisfait à toutes les exigences fixées dans le document du conseil d'administration. Son application a entraîné des tensions dans sa mise en œuvre : deux tiers (67%) de tous les répondants du GAC-CTAG à l'enquête du BIG ont déclaré que le temps était insuffisant pour examiner de manière approfondie les demandes de financement, et 25% des répondants n'ont pas été en mesure d'examiner et de soumettre des commentaires à

temps.

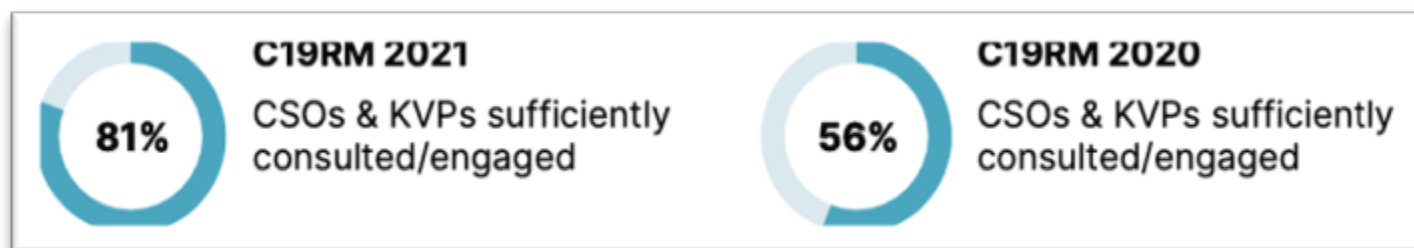
2. Problèmes de qualité des données dans les rapports sur les marchés publics en raison du recours à des outils et processus manuels : Les marchés publics représentent 66% du total des investissements de C19RM 2.0. À ce titre, le suivi du mécanisme d'approvisionnement groupé (PPM en anglais) et des marchés locaux est essentiel. De nouveaux processus et exigences en matière de rapportage ont été mis en place, notamment des processus/outils au niveau national et de nouveaux indicateurs clés de performance (ICP) du Secrétariat. Toutefois, des problèmes de qualité des données ont entravé l'efficacité du contrôle. En ce qui concerne les rapports sur les achats locaux dans les dix pays de l'échantillon, la quantité déclarée comme achetée localement était dix fois supérieure à la réalité. En ce qui concerne le PPM, des problèmes ont été constatés dans le calcul des indicateurs clés de performance communiqués au Secrétariat. Ces problèmes sont liés au fait que les rapports dépendent fortement de modèles Excel et de processus manuels à forte intensité de main-d'œuvre pour rassembler et analyser les données.
3. Utilisation sous-optimale du financement C19RM 2020, en raison de problèmes de gestion des achats et de la chaîne d'approvisionnement dans les pays.
4. Des processus permettant de soutenir efficacement l'optimisation des fonds entre les portefeuilles sont nécessaires : Ceux-ci permettraient de maximiser les économies futures et de réagir à des changements importants dans les hypothèses initiales ou à des modifications de l'environnement externe.
5. À l'avenir, le modèle de fonctionnement actuel doit faire l'objet d'une évaluation importante et minutieuse pour répondre aux urgences aiguës.

Conclusions de l'audit

1. Le financement lié au COVID a été examiné et approuvé rapidement, mais au détriment de la robustesse dans certains domaines clés :



Il s'agit de bons résultats par rapport à la version 1.0 de la C19RM, où seulement 56% des répondants de la CSO/PCV avaient déclaré que la consultation avait été suffisante :



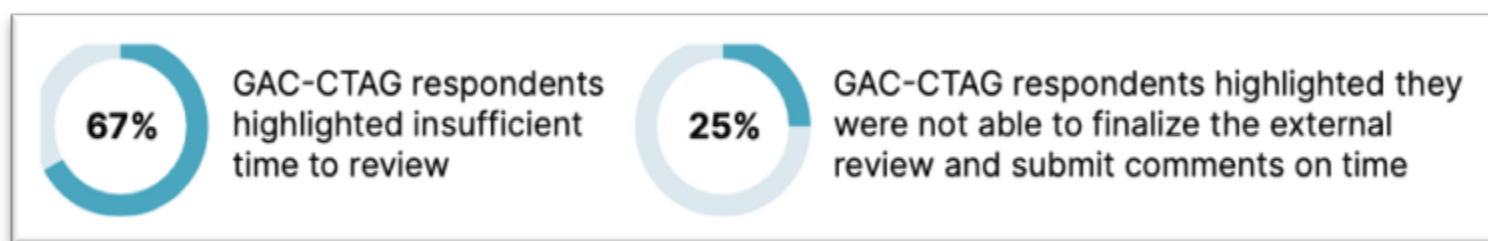
1E. Le processus d'examen externe a été établi et bien exécuté, mais sa mise en œuvre rapide a révélé des difficultés.

Pour mettre cela en contexte, le rapport explique que des examens externes ont été menés par les partenaires du GAC et du CTAG (notamment l'OMS, GAVI, Stop TB et l'UNICEF) parallèlement aux

examens internes réalisés par les équipes du Secrétariat du Fonds mondial. Les examens externes ont évalué : (a) la solidité technique des demandes ; (b) l'alignement/la coordination des investissements entre les bailleurs de fonds et les parties prenantes nationales ; et (c) l'alignement sur les directives techniques de l'OMS et les plans nationaux de préparation. L'approche globale était la suivante : (i) informer les examinateurs externes qu'une nouvelle demande de financement était prête à être examinée et leur demander de fournir leur contribution dans un délai de trois jours ouvrables ; (ii) partager les documents de la demande de financement via une plateforme en ligne ; (iii) collecter les contributions des examinateurs externes à l'aide d'outils en ligne et les consolider dans un résumé qui a été partagé avec les équipes de pays ; et (iv) synthétiser les contributions des examinateurs externes et les réponses des équipes de pays et fournir la synthèse au Comité d'investissement pour informer la décision d'attribution.

Les défis de mise en œuvre relevés dans le rapport d'audit sont les suivants :

1. L'absence d'exigences minimales pour l'examen du GAC-CTAG qui a entraîné des différences dans la qualité des examens.
2. Le processus d'examen technique a été conçu avec une fenêtre de revue de 72 heures, conformément à la décision approuvée du Conseil, mettant l'accent sur la rapidité de l'examen. Cependant, dans sa mise en œuvre, cela a eu un impact sur la robustesse de l'examen, ce qui n'avait peut-être pas été prévu lors de la conception initiale. Les répondants du GAC-CTAG à l'enquête du BIG ont souligné que le temps était insuffisant pour examiner les demandes de financement :



1F. Pour les investissements en oxygène, la priorité donnée à la rapidité et le manque de capacités techniques internes ont eu un impact sur l'anticipation des risques en aval. Malgré les lacunes initiales dans les connaissances et la compréhension techniques, le Secrétariat a fait des efforts et des investissements importants pour améliorer sa compréhension technique interne de la fourniture d'oxygène, afin de renforcer le soutien aux pays.

1G. Il était – et il reste – nécessaire de continuer à renforcer les personnes, les outils et les systèmes pour soutenir le C19RM 2021 tout au long de son cycle de vie.

2. Le cadre de S&S est complet, avec quelques défis initiaux dans le déploiement et la mise en œuvre. Le rapport du BIG donne l'aperçu suivant de la structure de rapportage, de suivi et d'assurance du C19RM, ainsi que du calendrier et de l'état d'avancement du cadre de S&S :

	Award		Implementation			
			Financial	Health products	Services	Program
Stream Secretariat Reporting	Monthly C19RM reporting to the board					
	FR dashboard	Award dashboard	Monthly functional reporting to the MEC			
	Investment decision dashboard		Quarterly cross-cutting reporting to the Investment Committee			
Partner Reports					Service Disruption	COVID Morbidity
Reporting – DR / Pulse Checks	Opportunity for streamlining various reports and spot checks					
			Expenditure Reporting	Procurement Updates/ Stock Levels	HTM indicators on C19RM implementation	
DRM Commodities and Services Spot Checks	Differentiated Assurance Planning at Award Stage dependent on ■ implementation arrangements ■ investment priorities ■ program design		Harmonized Supply Chain and Health Service Spot Check			
	LFA Monthly COVID Disruption Survey					
			OSA	Service Disruption Spot Checks	HTM Indicators	
Grant Assurance			Financial Verification / Spot checks	Procurement review Warehousing & Inventory Mx	Implementation Verification/ Spot checks	Programmatic Spot checks

2A. En décembre 2021, le cadre de suivi et de surveillance (S&S) n'avait pas été entièrement mis en œuvre (voir la figure ci-dessous) ; des éléments importants pour le suivi en amont et le rapportage étaient en place depuis plusieurs mois, mais l'analyse pays et le rapportage des résultats à partir des sondages et des contrôles ponctuels restaient en cours :

Upstream Monitoring & Reporting

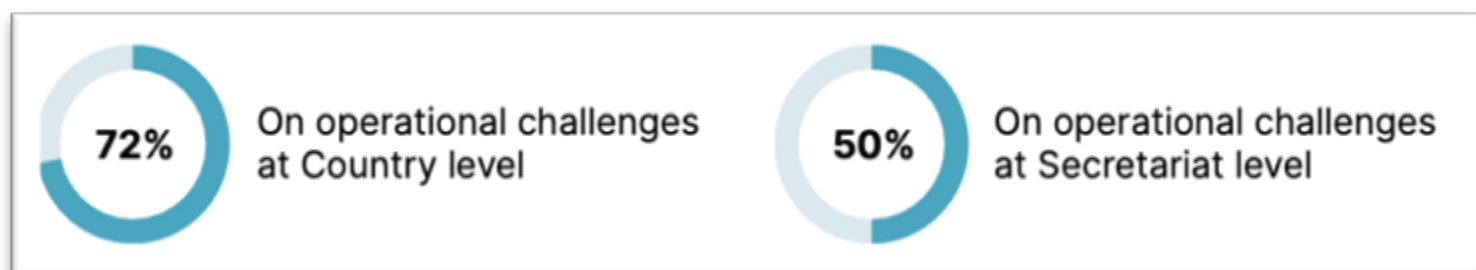
- **Implemented** – Monthly reporting to Board
- **Implemented** – Weekly reporting to MEC
- **Implemented** – Weekly progress updates to M&O
- **In progress** – Quarterly reporting to IC starting in Quarter 1, 2022

Downstream monitoring and oversight

- **In progress** – M&E Framework – depends on reporting from Pulse Checks, Spot Checks, Partner data and PU/PUDR reporting. Elements are at different stages of data collection and analysis.
- **In progress** – Pulse Checks (quarterly) – first reporting submitted by majority of countries by December 2021, data analysis and reporting on-going.
- **In progress** – Spot checks on Supply Chain and Health Services (quarterly) ~ first reporting delayed by 8 weeks as of December 2021 ~ completed in 38 countries, in-progress in 1 and on-hold in 6 countries.
- **Implemented** – Local Fund Agent additional assurance, budget of US\$18.6m approved by IC, LFA 2021 budget utilization for C19RM is 78% as at Jan 2022.

2B. Le CA avait défini des exigences détaillées concernant le suivi et la surveillance en amont et le Secrétariat a matériellement répondu à toutes ces exigences par le biais de rapports mensuels au CA et par le développement et l'utilisation de multiples canaux pour assurer le partage des connaissances avec le CA sur le C19RM 2.0.

La plupart des répondants à l'enquête du CA ont souligné qu'ils étaient satisfaits de la fréquence (88%) et de la quantité (83%) d'informations fournies par le Secrétariat sur C19RM 2.0. La plupart des répondants (59%) ont déclaré que l'engagement et la transparence s'étaient améliorés par rapport à C19RM 1.0. Cependant, les perceptions relatives au partage des défis opérationnels rencontrés par le Secrétariat et par les pays étaient moins favorables, comme le montrent les pourcentages de répondants suivants qui estiment le partage sur ces sujets comme étant mauvais/très mauvais :



L'une des raisons pour lesquelles les perceptions sont moins favorables en ce qui concerne le partage d'information relatives aux défis opérationnels est liée au fait que le Conseil d'administration avait des exigences claires en matière de rapportage pour la phase d'approbation, et qu'il n'y avait pas d'attentes spécifiques détaillées pour le rapportage lors de la phase de mise en œuvre. Il est également important de souligner qu'étant donné que le cadre de suivi et de surveillance (S&S) n'est pas entièrement

opérationnel, il y a encore des lacunes au niveau des données reçues des pays, y compris sur les défis opérationnels.

2C. Le cadre de suivi et évaluation (S&E) est globalement conçu mais n'est pas encore totalement opérationnel. La collecte de données n'en étant qu'à ses débuts, le BIG n'a pas pu évaluer de manière exhaustive la mise en œuvre et l'efficacité du cadre de suivi et d'évaluation.

2D. Le minimum requis d'assurance fournie par le LFA sur la chaîne nationale d'approvisionnement n'a pas été réalisé, ce qui a conduit à obtenir une assurance limitée quant à la capacité et les lacunes du système.

2E. Il y a des limites dans la surveillance des modifications apportées aux subventions après l'approbation du Comité d'Investissement (CI).

2F. Il y a des problèmes avec le rapportage des activités de passation de marchés, ce qui entraîne des lacunes dans la visibilité des progrès.

Étant donné le rôle clé de l'approvisionnement dans le cadre de C19RM 2021, une plus grande importance a été accordée à la surveillance et au suivi des achats PPM et non-PPM, ce qui a donné lieu à de nouveaux processus et exigences en matière de rapportage.

2G. Il n'existe pas de processus de rapportage centralisé pour suivre le statut des exigences juridiques et des actions de gestion sur les décaissements conditionnels.

3. L'utilisation des fonds COVID-19 a été plus lente que prévu en raison de difficultés au niveau mondial et national, ainsi que d'un suivi inadéquat :

3A. L'utilisation de C19RM 1.0 par les pays n'a pas été celle espérée en raison de goulots d'étranglement dans la passation des marchés. Au 30 juin 2021, l'utilisation des fonds C19RM 1.0 pour tous les portefeuilles était de 47% sur la base des dernières informations disponibles, avec des variations importantes entre les différents pays.

COVID-19 met en évidence les défis préexistants en matière de gestion des achats et des approvisionnements (GAS) au niveau national. Dans six des pays sélectionnés par le BIG, des défis importants en matière de GAS ont été mis en avant comme limitant l'impact du financement C19RM 1.0, avec trois causes profondes communes au GAS : (i) la production mondiale et les facteurs liés à l'offre ; (ii) la capacité locale d'approvisionnement dans le pays et les processus liés; et (iii) les défis réglementaires et administratifs au niveau national.

3B. La visibilité du Secrétariat était limitée pour assurer un suivi efficace des fonds C19RM 1.0 : (a) Le manque de visibilité sur les niveaux d'absorption a entravé l'atténuation du risque d'absorption. (b) L'incapacité d'isoler les fonds C19RM 1.0 des flexibilités au sein des subventions et d'obtenir des détails sur les achats ont eu un impact sur ce suivi.

3C. Malgré les signes avant-coureurs du C19RM 1.0 concernant les goulots d'étranglement en matière d'utilisation et d'approvisionnement, il a fallu beaucoup de temps pour qu'une demande initiale se traduise en commandes, ce qui a augmenté le risque de sous-utilisation dans les étapes ultérieures de C19RM 2.0.

4. Il existe des possibilités d'améliorer la rapidité et l'agilité des processus, des systèmes et des outils au-delà de 2021.

4A. Le C19RM 2.0 est exposé à des changements mondiaux plus volatils en matière d'épidémiologie et

dépend d'informations qui évoluent rapidement et parfois contradictoires au moment de la prise de décision et des approbations. Par conséquent, au fur et à mesure que de nouvelles informations sont rassemblées et analysées, il est nécessaire de s'assurer qu'elles soient rapidement et continuellement prises en compte dans la prise de décision en cours de mise en œuvre. Le mécanisme doit être plus agile que pour les subventions principales afin de répondre aux changements tout au long de son cycle de vie, ce qui est important car le C19RM 2.0 perdurera jusqu'en décembre 2023.

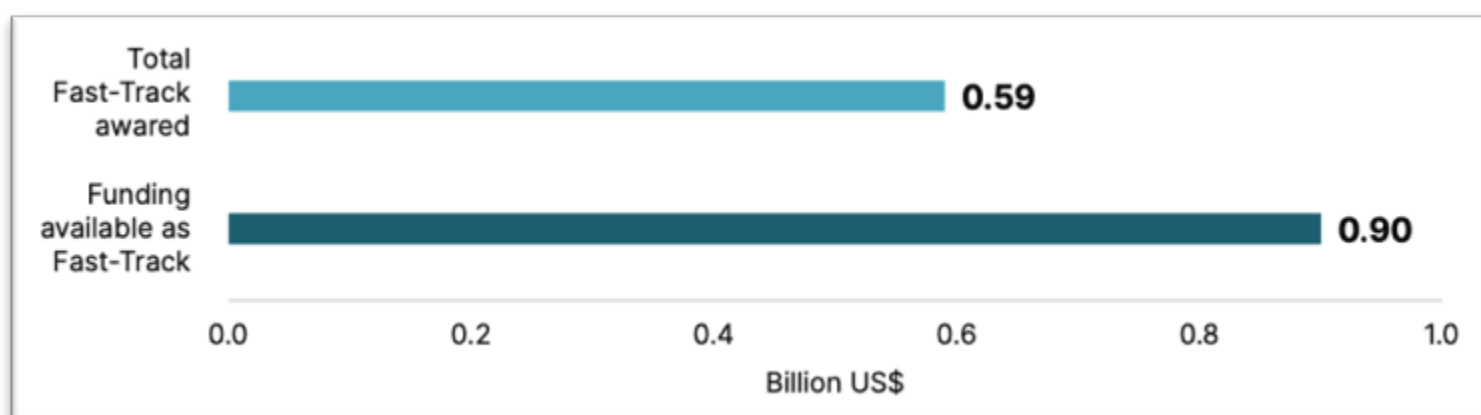
4B. L'absence de processus entre portefeuilles est susceptible de réduire l'agilité du C19RM au cours des années deux et trois de son cycle de vie (c'est-à-dire pendant la phase de mise en œuvre). Elle affecte la capacité du Fonds mondial à reprioriser en fonction des changements épidémiologiques régionaux et mondiaux et à répondre aux défis spécifiques des pays en matière d'absorption et d'évolution du paysage financier. Pour y remédier, il faut définir des processus d'optimisation des économies entre portefeuilles. Pour ce faire, il est nécessaire de déterminer les principes de ce qui constitue des économies ou de nouveaux financements, par le biais d'un nouveau processus d'optimisation du portefeuille.

4C. Des processus d'optimisation du portefeuille sont nécessaires pour s'adapter à une faible absorption et aux perturbations du COVID-19.

4D. Il est nécessaire d'améliorer les systèmes et outils clés qui permettent d'identifier rapidement les économies et d'optimiser le portefeuille.

4E. C19RM 2.0 a introduit une approche à deux niveaux pour accéder au financement : le processus de financement complet et le processus de demande accéléré. L'objectif de la procédure accélérée était de s'assurer que les besoins urgents des pays en produits COVID-19 étaient pris en charge, bien qu'il ait été reconnu que même avec un placement immédiat des commandes, il y aurait des délais importants avant que les produits essentiels n'arrivent dans le pays. Essentiellement, le mécanisme n'a pas été conçu pour une réponse d'urgence aiguë.

4F. Le faible recours au financement accéléré et le manque de différence au niveau des délais ont eu un impact sur son utilité globale. À décembre 2021, en réponse à 36 demandes, 591 millions de dollars avaient été accordés par le biais de l'approche accélérée, soit 66 % du financement disponible qui aurait pu être obtenu par cette méthode :



Dans l'échantillon des 10 pays sélectionnés par le BIG, la rapidité de la procédure accélérée pour soutenir les pays, depuis la demande initiale jusqu'au bon de commande, était de 76 jours, contre 84 jours pour un financement complet. Ces données mettent en évidence un mécanisme de procédure accélérée sous-utilisé, ainsi que certaines limites dans la gestion rapide des demandes.

La capacité des pays à s'engager rapidement et efficacement sur deux types de demandes a été notée

comme un facteur limitant l'accès au mécanisme en temps voulu. 75 % des CCM ayant répondu à l'enquête du BIG ont souligné les problèmes de capacité à gérer les processus du C19RM 2.0 parallèlement à leur charge de travail existante.

4G. Il existe des imitations structurelles qui impactent la capacité du Fonds mondial à soutenir la réponse à l'urgence aigüe du COVID-19.

COVID-19 a eu un impact écrasant sur toutes les parties prenantes, mettant en évidence un manque généralisé de préparation aux urgences afin de faire face à une pandémie de cette nature et de cette ampleur. Différentes approches suivies par les pairs mettent en évidence d'autres voies potentielles à explorer par le Fonds mondial, dans le but d'améliorer la rapidité et l'agilité du C19RM. Mais il existe également de nombreux compromis et risques associés à chacune d'elles qui devraient être soigneusement examinés. Compte tenu de l'impact de COVID-19 sur la chaîne d'approvisionnement mondiale pour les principaux produits clé, il n'est pas certain qu'une autre approche puisse garantir une réponse plus rapide, et diverses organisations homologues ont été confrontées à différents défis en raison de leurs modèles.

Actions de gestion convenues (AGC)

1. Reconnaisant le rôle principal joué par les partenaires nationaux, le stade actuel de la mise en œuvre et le retour donné par la revue du BIG, le Secrétariat reverra, d'ici le 31 décembre 2022, le processus d'examen externe afin d'optimiser et développer davantage le rôle joué par le GAC/CTAG.
2. En ligne avec les enseignements tirés de la mise en œuvre du cadre de S&S du C19RM et les conclusions de l'audit, le Secrétariat continuera, d'ici le 30 juin 2023, à renforcer les éléments du cadre de suivi et surveillance.
3. D'ici le 31 décembre 2022, le Secrétariat du Fonds mondial développera et rendra opérationnel un cadre d'optimisation du portefeuille pour les d'investissements C19RM, en accord avec la nature évolutive de la pandémie du COVID-19 ; ce cadre tiendra compte de facteurs tels que le niveau d'absorption et l'évolution du paysage de financements externes.

Commentaire

Il s'agit d'un rapport intéressant et important qui mérite d'être lu plusieurs fois car les processus impliqués dans la conception, le lancement, la gestion, le suivi et l'évaluation du mécanisme C19RM sont complexes. Les conclusions et les recommandations ne sont pas surprenantes pour quiconque a été associé à la préparation des demandes de financement et à leur mise en œuvre.

Un message clair se dégage : le C19RM était – et sera peut-être à nouveau nécessaire – pour affronter une situation d'urgence, alors que les politiques et les opérations des subventions du Fonds mondial ne sont pas conçues pour cela. On a bien tenté de modifier les politiques, les pratiques et les systèmes du Fonds mondial pour faire face à une situation d'urgence, mais pour la traiter plus efficacement, il faut des approches et des systèmes très différents.

À la réflexion, trois aspects méritent une attention particulière. Premièrement, la pandémie de COVID-19 n'est pas terminée. Nous ne savons pas ce qui peut ou ne peut pas se passer ; il s'agit donc d'une situation fluide. D'autres ajustements, encore imprévus, peuvent être nécessaires.

Deuxièmement, la capacité de mise en œuvre au niveau national est un problème récurrent même lors de moments meilleurs. Compte tenu de cette contrainte, il convient de réfléchir davantage à la manière dont les demandes de financement d'urgence en cas de pandémie peuvent être formulées plus facilement et plus rapidement.

Troisièmement, les dates d'échéance pour la réalisation des actions de gestion convenues peuvent laisser trop peu de temps pour que les améliorations aient un effet significatif sur les résultats de la C19RM 2021. Compte tenu de l'urgence, des efforts devraient être faits pour faire avancer ces actions.

[N.B. La réponse du Fonds mondial au point 3 ci-dessus est qu'il est important de garder à l'esprit que les moyens de vérification de l'AGC couvrent à la fois la conception et la mise en œuvre. Par exemple, pour l'AGC 3, le BIG exige que l'optimisation du portefeuille ne soit pas seulement conçue mais qu'elle soit déjà mise en œuvre à la date d'échéance. Par conséquent, elle serait conçue et mise en œuvre au cours de l'année 2 du mécanisme.]

Malgré tous les défis et les limites, le Fonds mondial doit être félicité pour ce qu'il a pu réaliser avec les C19RM 2020 et 2021. Par rapport à de nombreuses organisations homologues, il a fait du bon travail dans des circonstances sans précédent. Bien sûr, certains des pays qui mettent en œuvre leurs subventions C19RM peuvent avoir un autre point de vue. Il y a eu des anecdotes sur les difficultés rencontrées avec les subventions C19RM qui n'étaient pas aussi flexibles qu'elles étaient censées l'être, ce qui a conduit à de faibles dépenses -en dehors des approvisionnements ; mais c'est un sujet pour un autre article.

[Read More](#)
